

Les commentaires sur le mouvement social actuel ont toujours indiqué un usage spectaculaire de la violence de la part des forces de l'ordre sur Rennes. Le centre-ville est interdit de manifestation pour sécuriser la bonne vie des commerçants dicit la maire de Rennes. Les manifestations ont été systématiquement réprimées avec son lot de blessé-e-s, de mutilé-e-s : un étudiant a perdu un œil. Cette violence a toujours été cautionnée par les autorités sans la moindre ambiguïté. Cette stratégie aboutit à un échec : le mouvement social n'a pas dissocié les soit-disant "casseurs" de la lutte contre la régression sociale qu'est la loi "travail". Bien au contraire, les syndicats qui mènent la lutte ont compris que la répression n'était qu'une volonté de briser dans la peur et le sang toute forme de contestation contre le pouvoir. Cette stratégie de la terreur a franchi un cran cette semaine du 30 mai au 5 juin. Le mardi 31 mai, les gardes mobiles, la BAC, la BRI interviennent sans matricule dans des actions répressives : les journalistes présents ne peuvent pas photographier. Le message a été bien compris : la police a toute impunité pour réprimer !

Le jeudi 2 juin a confirmé le fait que le Pouvoir s'emballe : soit sa politique se réduirait à réprimer en criminalisant le mouvement social dans la suite logique de l'emploi délétaire des lois sur l'état d'urgence visant à identifier tout militant actif à un terroriste en puissance, soit à cautionner des pratiques policières que l'État ne saurait plus contrôler.

Deux faits gravissimes confirment cette analyse.

D'une part, la manifestation contre la loi "travail" voulait se terminer par le blocage de la rocade. Les forces de police et de gendarmerie sont intervenues immédiatement en chargeant directement les manifestations avec leurs véhicules. Les coups de matraque n'ont pas épargné les journalistes qui ont protesté ensuite. La presse bourgeoise ne pouvait plus minimiser les faits comme à son habitude puisqu'elle en est elle-même dorénavant victime. Bilan : une dizaine de blessé-e-s dont 5 graves.

D'autre part, une action en dehors du mouvement social contre la loi "travail", dans une ville tranquille sur la côte bretonne, Saint-Malo : des parents et leurs enfants se rassemblent pour protester contre la fermeture de leur collège : le portail est symboliquement enchaîné. Le rectorat demande l'intervention immédiate des forces de police : la brutalité des policiers produira une panique chez les enfants occasionnant 3 blessé-e-s. La préfecture, de totale mauvaise foi considérera que l'intervention était proportionnée : si elle a raison, c'est qu'elle conçoit toute protestation comme une violence intolérable. Si elle a tort, c'est parce qu'elle est débordée par ses propres forces qui se donnent toute liberté d'agir comme bon lui semble à l'avenir, avec l'aval ou la complicité du Pouvoir politique.